

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948  
1947**

564 (1.8.1947)

Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIRECTION, REDACTION, ADMINISTRATION, Marktplatz 4 KONSTANZ, ANZEIGEN: Agence Havas Marktplatz 4 KONSTANZ, und Schallstr.

Autarkie

MAN erinnert sich der Zeit vor 1933, vor der Machtergreifung der Nazis in Deutschland. Damals machte sich überall die große Weltwirtschaftskrise geltend, eine Krise, die in ihren Auswirkungen in allen Sphären des öffentlichen und privaten Lebens tiefgreifender war als alles, was sich je zuvor in einer solchen Lage ereignet hatte. In jener Zeit wurde die Menschheit mit einem Modewort bekannt, das Autarkie hieß und die wirtschaftliche Selbstgenügsamkeit einer Nation bezeichnete. Historisch gesehen, war die Autarkie keine Erfindung unserer Zeit, aber sie in solchem Ausmaß zu forcieren, wie es damals geschah, war neu für unsere Epoche. Selbst, wenn man auf die Verträge von Ottawa zurückgeht, die ein Präferenzsystem für das Britische Reich schufen, so kann dieses Regime doch nur sehr beschränkt als ein Vorstuf in Richtung auf eine Autarkie bezeichnet werden. In Deutschland wurde sie dann zu einer Entwicklung getrieben, die bis dahin unbekannt war, und selbst der geschlossene Handelsstaat der Sowjetunion dürfte ihr gegenüber als Waisenkunde zu bezeichnen sein.

In der Nachkriegszeit war man sich in allen Kreisen der Notwendigkeit bewußt, daß der Versuch einer Rückkehr zur Autarkie in irgendeinem Land zu allgemeinen wirtschaftlichen Komplikationen und politischen Folgen führen würde, die unbedingt vermeiden werden müssen. Alle verantwortlichen Regierungen gingen denn zunächst aller Autarkie entgegen, und in der Tat herrschte kein Bedürfnis für sie, denn die Wirtschaft, die sich im Zustand der Umstellung vom Krieg auf den Frieden befand, drängte nach Entwicklung und Ausweitung, und der Wiederaufbau, der in weiten Gebieten das Hauptverdienst war, schien dieser Beibehaltung nur förderlich zu sein. Es ist allerdings nicht zu leugnen, daß es schon sehr bald Warner gab, die auf eine kommende Wirtschaftskrise hinarbeiteten. Heute scheinen wir nun in sie einzutreten, und wie uns die Nachrichten melden, so ist Großbritannien bereits mitten in ihr und wird in diesen Tagen die ersten notwendigen Maßnahmen ergreifen, um ihren Einfluß einzuschränken. Als eines der Mittel hierzu wird die Verringerung der Lebensmittelzufuhr genannt. Ob es dazu kommt, ist noch nicht mit Bestimmtheit zu sagen. Im Belohnungsfall könnte es als erstes Anzeichen zur Verwirklichung einer Autarkie registriert werden, die sich zwar kaum auf das Vereinigte Königreich von Großbritannien und Nordirland beschränken dürfte, sondern wahrscheinlich vielmehr in Richtung auf eine Erneuerung der Verträge von Ottawa hinauslaufen würde. Auch von den Vereinigten Staaten sagt man, daß dort eine Wirtschaftskrise sich vorbereitet, die die Goldabwanderung nach den Philippinen mag ein erstes Vorzeichen sein.

Jedoch ist es nicht von diesen beginnenden Krisen, so wichtig sie politisch und wirtschaftlich sind, von denen wir hier handeln möchten. Uns liegt mehr daran, auf gewisse wirtschaftspolitische Vorgänge in Südamerika hinzuweisen. Dieser Kontinent liegt uns, trotz aller Verringerung der Verkehrsverbindungen, doch immer so fern, daß wir nur in großen Zügen unterrichtet sind und leicht in den Fehler verfallen, uns nicht genügend für ihn zu interessieren. Und doch ist gerade er für die Weltkrisenlage z. B. von der allergrößten Bedeutung, allein schon aus dem Grund, weil er der vom Krieg unberührteste ist. Jede Autarkiebestrebung dort wird in der fernen Welt ihre Rückwirkungen haben, denn, mit der Verringerung des Einfuhrvolumens aus fremden in die südamerikanischen Länder, wird sich als Gegenmaßnahme sehr leicht eine Beschränkung der Ausfuhr von Belgien ergeben.

M. Clayton à Paris

PARIS. — M. William Clayton, secrétaire général au département d'Etat américain pour les affaires économiques, séjourne actuellement à Paris. Au cours des dernières vingt-quatre heures, il s'est entretenu avec M. Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique.

M. Attlee expose son « plan de détresse » au groupe parlementaire travailliste

LONDRES. — La réunion du groupe parlementaire travailliste à laquelle M. Attlee, a été convoqué, s'est ouverte mercredi au palais de Westminster. Le premier ministre a fait face à la double opposition des rebelles et des radicalistes, qui au cours des dernières semaines se sont trouvés à plusieurs reprises en désaccord manifeste avec le gouvernement, notamment en ce qui concerne la politique économique. Ces divergences se sont traduites dernièrement par la démission d'un des chefs de file du groupe parlementaire travailliste, M. Percy Dainoff, auteur de la lettre ouverte non signée adressée au premier ministre et qui réclamait un changement de l'équipe ministérielle. D'après certains renseignements recueillis à l'issue de la réunion, il se confirmerait cependant que la politique de M. Attlee a été l'objet de vives critiques et que le premier ministre a dû prendre l'engagement de procéder à certaines mesures, notamment à la réduction des dépenses militaires.

Les « juifs errants » de l'« Exodus » persistent dans leur refus de débarquer ailleurs qu'en Palestine

PORT-DE-BOUC. — Aucun fait nouveau n'est survenu dans l'affaire de l'« Exodus-1947 ». Les trois navires chargés d'émigrants juifs sont restés au mouillage dans le golfe de Fos. Le navire « Runnymede » est toujours à l'ancre à proximité de la rade de Port-de-Bouc, tandis que l'« Ocean-Vigour » et l'« Empire-Valour » se sont un peu éloignés du port. Ce dernier navire se trouve à 18 km. de la côte. Une vedette a pris le large pour aller y chercher des malades. Le Croix-Rouge s'est rendu sur chacun des navires pour apporter des médicaments, du lait et des bibelots pour les enfants. De son côté, l'Entraide française a entrepris le ravitaillement en vivres et en eau potable. Plusieurs tonnes de pain, de légumes et de pâtes alimentaires ont été distribuées aux émigrants. SUITE EN PAGE 6

de la conférence dit que la déclaration du premier ministre a été favorablement accueillie par l'Assemblée qui l'a approuvée. La plupart des orateurs qui ont pris part à la discussion ont exprimé la satisfaction du parti envers la déclaration du premier ministre et ont assuré celui-ci du soutien résolu du groupe parlementaire travailliste pour toutes les mesures que le gouvernement penserait nécessaire de prendre.

Dans sa déclaration, M. Attlee avait expliqué dans ses grandes lignes la manière dont le gouvernement envisage la situation et avait annoncé qu'une déclaration complète sur les mesures qu'il se propose de prendre pour faire face aux problèmes immédiats posés par le déséquilibre de la balance des paiements extérieurs serait faite la semaine prochaine au Parlement.

D'après certains renseignements recueillis à l'issue de la réunion, il se confirmerait cependant que la politique de M. Attlee a été l'objet de vives critiques et que le premier ministre a dû prendre l'engagement de procéder à certaines mesures, notamment à la réduction des dépenses militaires.

La plus radicale de ces mesures consisterait à retirer en février 1948 le gros des troupes britanniques qui séjournent en Allemagne.

On peut rapprocher de cette mesure la déclaration qu'a faite mercredi au Parlement britannique le ministre de la Guerre, Belenger, qui a annoncé une importante réduction des effectifs de l'armée.

LA GRANDE-BRETAGNE SACRIFIERA-T-ELLE SES RESERVES EN OR ET EN DOLLARS ?

LONDRES. — Le journal londonien « Evening Standard » écrit que la Grande-Bretagne est prête à sacrifier un tiers de ses réserves en or et en dollars, qui s'élevaient à 642 millions de livres sterling, pour remédier à l'épuisement des crédits en dollars.

On croit toutefois que le gouvernement britannique ne prendra une telle mesure que s'il est certain que le Congrès américain votera la loi de l'« Ocean Liberty ».

LA SITUATION POLITIQUE

Le Conseil des ministres qui s'est tenu hier a été, on le sait, consacré à l'ordre du jour des travaux parlementaires. Il s'agit d'examiner ceux des problèmes qui pourront être soumis à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République avant la séparation des Chambres fixée au 13 août.

Parmi ces problèmes, le statut de l'Algérie occupe une place prépondérante. Après un assez long débat, les membres du gouvernement ont autorisé le président du Conseil à poser la question de confiance. De même, le gouvernement attachera une semblable importance à la question des élections municipales dont les dates ont été fixées aux 19 et 26 octobre. Il est possible que le président du Conseil soit appelé, là aussi, à poser la question de confiance, non sur le fond mais sur la priorité. SUITE EN PAGE 6

Après l'explosion de l'« Ocean Liberty »

Le Conseil des ministres décide de demander d'urgence un crédit exceptionnel de 250 millions de francs

PARIS. — Trois séries de mesures ont été prises par le Conseil des ministres pour venir en aide aux sinistrés de Brest.

Ainsi est approuvée une première réponse à la commission des travaux de la chambre de commerce de Brest qui, à l'issue d'une réunion extraordinaire, avait décidé l'envoi de télégrammes au gouvernement et au ministre des Travaux publics, télégrammes demandant quelles mesures on comptait prendre en haut lieu pour pallier ses conséquences de la catastrophe.

DECOUVERTE D'UNE NOUVELLE VICTIME. Une nouvelle victime a été découverte dans le port, ce qui porte

Der Marshall-Plan und die Wirtschaftslage Großbritanniens

LONDON, 11. Juli. — Die wirtschaftlichen Schwierigkeiten, denen sich Großbritannien gegenüber sieht, können, verschiedenen Berichten aus London zufolge, Ministerpräsident Attlee zu einer bevorstehenden Kabinettsbildung veranlassen. Amerikanische Regierungskreise erklärten zu den Wirtschaftsproblemen Großbritanniens, die Vereinigten Staaten könnten in der nächsten Zeit nichts zur Entlastung der britischen Wirtschaftskrise beitragen. Inzwischen hat Großbritannien weitere 100 Millionen Dollar von seiner ursprünglich 2 1/2 Milliarden Dollar umfassenden Anleihe abgerufen.

Zu den Berichten aus Washington, nach denen die Vereinigten Staaten Großbritannien vorerst keine wirtschaftliche Hilfe mehr zukommen lassen könnten, erklärte ein amerikanischer Regierungsbeamter, daß vier Gründe hierfür maßgebend seien:

- 1. Es bestehe keine Möglichkeit für weitere wirtschaftliche Hilfestellungen an Großbritannien von dem Zeitpunkt an, wo die amerikanischen Anleihe aufgebraucht ist bis zum Beginn des Marshall-Plans.
2. Der Marshall-Plan könne keinen kurzfristigen Einfluß auf die Wirtschaftslage Großbritanniens ausüben, weil es nicht möglich sei,

den Plan vor dem Frühjahr 1948 in Kraft zu setzen.

3. Die kürzlich erfolgte britisch-amerikanische Diskussion über die Tagesordnung der kommenden Runderisikokommision habe gezeigt, daß die USA nicht gewillt sind, den britischen Anteil an der Gesamtsumme der wirtschaftlich vereinigten Westzonen, der in Dollar zu entrichten ist, zu ermäßigen.

4. Eine wesentliche Abänderung des britisch-amerikanischen Anleiheabkommens sei ohne Genehmigung des amerikanischen Kongresses nicht möglich, und dieser habe sich erst kürzlich bis zum Januar nächsten Jahres vertagt.

Großbritannien versucht daher, durch die Konzentration aller ihm selbst zur Verfügung stehenden Produktionsmittel, der Wirtschaftskrise so gut wie möglich durch eigene Anstrengungen zu begegnen. Nach Pressemitteilungen aus London erwägt Premierminister Attlee aus diesem Grunde, die Bildung eines fünf Ministerien umfassenden „inneren Kabinetts“, das als „Stoßtrupp zur Bekämpfung der wachsenden britischen Wirtschaftsprobleme“ fungieren soll. Dies würde bedeuten, daß man zu dem gleichen Mittel greift, wie es während der Kriegszeit gebraucht wurde.

Die Reduzierung der britischen Armeen

Der britische Kriegsminister Belenger kündigte in der Mittwoch-Sitzung des britischen Parlaments eine beschleunigte Demobilisierung der britischen Streitkräfte an. Dadurch hofft man, eine große Anzahl von Arbeitskräften für die Industrie frei zu bekommen, die zu der Behebung der Wirtschaftskrise dringend gebraucht werden. Der „Daily Express“ bemerkt zu der Ankündigung: (FORTSETZUNG SEITE 6)

Deutsche Inhaltsübersicht

Seite 1: Autarkie (Seite 5, 6), Der Marshall-Plan und die Wirtschaftslage Großbritanniens (Seite 5, 6)
Seite 2: Französische Presse schreibt: Parisien Theater-Bundesrat
Seite 3: Das Ausland schreibt
Seite 4: Nachrichten aus dem Ausland
Seite 5: Nachrichten aus Deutschland: Brief aus Nordfriesland-Westfriesland, Bücher: Französische Radiostunde, Programme: Deutsche Pressezeitung, Amerikanische Zone

Chercheurs d'or modernes

I. - ONDES BENEFIQUES ET MALEFIQUES

AUTREFOIS, les chercheurs d'or n'hésitaient pas à se lancer dans l'aventure, à s'exposer, quittant tout derrière eux, et famille et confort, sachant que leur vie serait difficile, mais emportant au cœur l'espoir de découvrir le filon merveilleux qui leur permettrait de revenir riches. Maintenant, dans toutes les Babylones modernes, des chercheurs d'or ayant à sacrifier moins que les premiers se sont installés, en quête de filons souvent productifs qu'ils exploitent sans scrupule, filons intarissables et qui se renouvellent sans cesse dans le terrain de la cupidité. Ces terrains, la guerre avec ses angoisses les a fertilisés. Nous avons résolu d'en explorer quelques-uns.

ADIEUX pas de la Faculté de médecine, non loin de la Tour Poincaré où règne le système Bertillon quotidiennement employé pour constituer la commission judiciaire, et pour l'identification et la recherche des délinquants, une salle débordante d'auditeurs l'est recueillie pour écouter les paroles d'un magicien à baguette... d'un radiesthésiste. Les la science officielle perd ses droits, les travaux de Jenner, de Koch, de Claude Bernard semblent devant le baguette de bois ou devant le pendule.

Plus n'est besoin de l'auscultation, d'examen bactériens, de microscopes pour détecter les maladies. La baguette promue sur le corps du patient révèle très exactement la région blessée tout aussi bien le maître n'ose dire: (mieux) que le pourriez faire Forellis et le toucher d'un habile praticien. Quand un bertillonage, il devient

non seulement inutile, mais encore nuisible... car c'est sur les empreintes vierges que le pendule « doit » recueillir les ondes des maléfices!

Alors que sur l'estrade se groupent les auditeurs radiesthésistes pendulés, magiciens, fabricants même voyants « extra-lucides » naturellement... la salle réunit des adeptes qui, pour se prouver les uns aux autres qu'ils ne sont pas des profanes, tiennent ostensiblement baguettes ou pendules de leur poche. Mais il y a aussi des sceptiques, voire des médecins et des étudiants en médecine, venus pour apporter la contradiction.

Mais, attention, les radiesthésistes eux-mêmes prétendent avoir des titres, ceux-ci figurent sur leurs cartes et sur les affiches annonçant les conférences; on y lit: « M. X... ingénieur de l'école centrale polytechnique de radiesthésie » et Mme Z... se déclare: « lauréate de la Faculté d'hermétisme ».

C'est l'ingénieur X... qui aujourd'hui est à la tribune. Armé Ad. VERDIÈRE LE PELETIER. SUITE EN PAGE 6



LE CONFLIT HOLLANDO-INDONESIEN est porté devant l'O.N.U.

NEW-YORK. — Le conflit indonésien a été très en tête de l'ordre du jour du Conseil de sécurité qui s'est réuni jeudi soir à 21 heures.

Cette mesure a été prise à la suite de l'intervention de l'Inde et de l'Australie qui, presque simultanément ont porté l'affaire devant l'O.N.U. Le secrétaire général du gouvernement provisoire indien qui demandait de porter la question indonésienne devant le Conseil de sécurité. Peu après, le délégué australien déposait devant le Conseil une communication formelle contre la Hollande qui s'employait la force contre le peuple indonésien.

En apprenant la démarche de l'Inde et de l'Australie, M. Van Kieffent, ambassadeur des Pays-Bas à Washington, a fait remarquer que la question indonésienne n'était pas du ressort de l'O.N.U. Il a souligné que le conflit hollando-indonésien n'opposait pas deux Etats souverains et qu'en conséquence l'accusation de l'Inde et de l'Australie n'était pas fondée. M. Kieffent a ajouté qu'une médiation de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis n'avait pas de raison d'être. Les troupes néerlandaises se retirèrent, a dit l'ambassadeur hollandais, aussitôt que les forces constructives pourront prendre le contrôle en Indonésie.

LA GRANDE-BRETAGNE SUSPEND SES LIVRAISONS MILITAIRES AUX PAYS-BAS

Ainsi que nous l'annoncions hier en dernière heure, M. Bevin a annoncé aux Communes que le gouvernement britannique avait interdit la livraison aux troupes hollandaises en Indonésie de matériel de guerre venant de Singapour.

SUITE EN PAGE 3



# BRUSQUE RETOUR DE NOUVELLE-ZELANDE du maréchal MONTGOMERY

LONDRES. — Le maréchal Montgomery, qui se trouve actuellement en tournée d'inspection en Orient et en Océanie, va interrompre brusquement son voyage pour rentrer à Londres.

Il quitterait aujourd'hui la Nouvelle-Zélande par la voie des airs. Cette décision fait l'objet, dans la capitale britannique, de nombreux commentaires. De sources officielles, on déclare qu'elle a été prise par le maréchal lui-même en raison du travail écrasant qu'il attend à Londres.

Les journaux du soir commentent à leur façon le brusque retour de Montgomery. Ils estiment qu'il pourrait être une conséquence de la diminution de l'importance accordée à la défense nationale au profit de la reconstruction et de l'industrie.

# Deux sergents britanniques sont jugés et exécutés par l'Irgoun en Palestine

JERUSALEM. — La situation en Palestine subit de nouveau une aggravation à la suite de l'exécution par le groupe terroriste Irgoun des deux sergents britanniques dont nous avons signalé dernièrement le kidnapping.

Un communiqué publié à la suite de ces exécutions fait connaître que le chef du groupe Irgoun Zvi Lommi a reconnu les deux sergents coupables :

1. D'être entrés illégalement en Palestine ;
2. D'être des espions britanniques habillés en civil ;
3. D'être membres de l'Intelligence Service ;
4. D'être porteurs d'armes.

Le communiqué précise que divers demandés de grâce ou de trêve furent rejetés par le commandement en chef de l'Irgoun, mais que la sentence de mort fut exécutée sans délai.

On annonce d'autre part à Jérusalem que deux soldats britanniques, ont été tués et deux autres blessés à la suite d'une explosion qui s'est produite à Hadra, au nord de la Palestine.

# Les entretiens Dimitrov-Tito annonceraient la création d'une fédération balkanique

LONDRES. — Selon le correspondant diplomatique de l'« Evening News », les entretiens qui pourraient actuellement à Belgrade les deux chefs d'Etat yougoslave et bulgare, MM. Tito et Dimitrov, auraient principalement pour objet l'établissement d'un plan d'union entre la Bulgarie et la Yougoslavie.

Ce serait là, selon le journaliste britannique, la première phase de plans soviétiques tendant à constituer une fédération des Etats slaves du Sud.

Des rivalités personnelles entre MM. Dimitrov et Tito feraient encore obstacle à la réalisation de ces plans.

# LA LOI MARTIALE SERA-T-ELLE IMPOSEE A TOUTE LA PALESTINE ?

LONDRES. — La nouvelle de la pendaison par l'Irgoun des deux sergents anglais a provoqué à Londres une vive émotion. Ces deux morts, soulignés-t-on, portent à 81 le nombre des soldats anglais tués en Palestine depuis le 1er août 1945.

D'ores et déjà, on estime dans les milieux informés que cette double exécution va provoquer de la part des autorités britanniques en Palestine des mesures d'une extrême rigueur. On parle, au début de l'après-midi, d'imposer la loi martiale à l'ensemble de la Palestine.

La décision de l'Irgoun, ajoutait-on, pourrait avoir une autre conséquence, celle de rendre l'attitude anglaise à l'égard des 4.500 émigrants juifs qui se trouvent actuellement à Port-de-Bouc.

Signifions enfin que les détenus juifs de la prison de Saint-Jean-d'Acres ont décrété la grève de la faim pour protester contre l'exécution de leurs trois camarades.

# ACCORD COMMERCIAL RUSSO-YOUGOSLAVE

MOSCOU. — La radio de Moscou annonce qu'à la suite de pourparlers entre le ministre du Commerce extérieur de l'Union soviétique et la délégation yougoslave un accord a été conclu le 29 juillet sur la livraison d'installations industrielles. L'Union soviétique livrera à la Yougoslavie des installations de fonderie, de bois, du pétrole, afin que la Yougoslavie puisse réaliser son premier plan quinquennal.

# Le premier ministre turc s'entretient avec des personnalités militaires

STAMBOUL. — M. Redjep Peker, premier ministre turc, a eu un entretien de plusieurs heures avec le ministre de la Guerre, le chef de l'état-major et de nombreuses personnalités militaires. Après la conférence, les participants se rendirent dans le port de guerre de Golecek.

Les observations politiques émanant généralement de cette conférence a été provoquée par la situation en Grèce et l'importance du danger communiste. Cependant, d'autres observations rapportées de ces conversations la prochaine visite d'unités de la flotte américaine.

# LE 31 AOÛT : NOUVELLES ELECTIONS HONGROISES

BUDAPEST. — Un communiqué du ministère de l'Intérieur confir-

# Le général Marshall ouvrira le 14 septembre la deuxième assemblée de l'O.N.U.

WASHINGTON. — L'agence Anatolia vient de publier un communiqué annonçant que le général Marshall présidera l'ouverture, le 14 septembre prochain, de la deuxième assemblée de l'O.N.U. Il prononcera un discours à cette occasion.

# Le "plan de déresse" de M. Attlee

(Suite de la première page)

Les lois au sujet de l'aide américaine.

Si le gouvernement britannique élaborerait un plan économique de déresse. Un tel plan entraînerait avec lui une importante diminution des importations.

On sait que la situation économique de la Grande-Bretagne est particulièrement difficile et menace d'amener une crise politique.

# Le Premier égyptien s'entretient avec M. GROMYKO

LAÏE-SUCCESS. — Nokrashi pacha, premier ministre égyptien et président de la délégation égyptienne à l'O.N.U., a eu à Laïe-Success d'importants entretiens avec M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S. On ne possède aucun renseignement sur la teneur des conversations, mais on croit avoir qu'elles avaient trait à un éventuel accord soviétique à la demande égyptienne.

Nokrashi pacha s'est également entretenu avec M. Parodi, délégué de la France.

Un fonctionnaire en contact avec la délégation égyptienne aux Etats-Unis a déclaré d'autre part qu'il est probable que le premier ministre égyptien se rendra cette semaine à la Maison Blanche.

# Das Ausland schreibt:

ITALIEN

Die Ratifikation des Friedensvertrages...

Der "Corriere della Sera" hat einen Artikel seines Korrespondenten in Rom bezüglich der Ratifikation des Friedensvertrages mit Italien veröffentlicht, den die italienische Verfassungsgesetzliche Versammlung beraten werden soll.

„Die Diskussion über den Friedensvertrag wird besonders die Aufmerksamkeit der politischen Kreise auf sich. Nach kirchlich wurde im Ministerium des Generalstaatsrat die Ratifikation gebilligt und Graf Sforza, Minister der auswärtigen Angelegenheiten, hat die Zweckmäßigkeit und die Zweckmäßigkeit dargelegt, damit Italien es schnell als möglich im Rahmen der internationalen Beziehungen seine Stellung als souveräner Staat wieder einnehmen kann, was wichtig erscheint, selbst wenn man die neuesten internationalen Ereignisse dank und besonders an den Plan Marshall.

Vom rein juristischen Standpunkt aus gesehen wäre es interessant zu wissen, welche Folgen ein Ablehnen der Ratifikation des Friedensvertrages haben würde. Diese können in großen Lücken insbesondere in Zusammenhang mit dem Plan Marshall.

1. In wie weit möglich ist, den Friedensvertrag zwischen Italien und den Ländern, mit denen es Krieg geführt hat, schnell wieder herzustellen, der Abschluss zweier Friedensverträge wäre möglich, und Italien würde für unbestimmte Zeit aus der UNO ausgeschlossen werden.

2. Das Regime des Waffenstillstandes würde mit allen aus ihm sich ergebenden Lasten aufrechterhalten bleiben.

3. Das in dem Friedensvertrag kodifizierte Übereinkommen würde, die diplomatischen Annahmen werden, und jeder der vier Großen könnte irgend eine der Klauseln wieder zur Diskussion stellen.

4. Die Frage, in wie weit die verschiedenen Übernahmen werden, die jeder der vier Großen könnte irgend eine der Klauseln wieder zur Diskussion stellen.

5. Folgende Hypothese könnte demnach aufgestellt werden. Die Schweizverträge davon wäre es sicher, daß die vier Großen überkommen werden, einseitig die Ratifikation des Friedensvertrages in Anwendung zu bringen.

Die englische Thesen ist besagt auf die Auslegung des Artikels 90 stellt ein beachtliches Argument in diesem Sinne dar, denn es steht auf dem Standpunkt, daß, wenn der Vertrag erst einmal unterzeichnet ist, die Ratifikation nicht mehr die Notwendigkeit besteht, dieses zu ratifizieren, um ihn in Kraft treten zu lassen. Im letzten Augenblick die Umstände so, daß der Vertrag Italien nicht notwendig ist, um den größten Teil der territorialen Klauseln in Anwendung zu bringen, um die italienischen Gebiete im Ausland zu legalisieren, oder ein endgültig die Wirkung des Krieges beschleunigten Schritte zu beschleunigen.

Wenn man diese Hypothese annimmt, so kann man den unvollständigen oder psychologischen Druck auf verschiedenen Art im Auge fassen, die angenommen wäre, um nur zur Annahme einer positiven Haltung zu zwingen.

Wichtig den verschiedenen politischen Ansichten ist die Klarheit, daß Frankreich zu beachten, daß sich weigert, gewisse rechtliche Interessen Italien anzuerkennen, oder die Anerkennung derselben zu verhindern, so lange der Vertrag nicht ratifiziert ist. Die Beispiel hierzu ist die Tatsache, daß Italien noch nicht wieder in die internationale Verwaltung von Tunesien eingetreten ist.

Auch Großbritannien beachtet, die diplomatischen Beziehungen mit Italien nicht wiederherzustellen, bevor die Ratifikation des Vertrages vor vollendete Tatsache geworden ist.

Die Haltung der Vereinigten Staaten ist bekannt, und es ist möglich, würde darauf zurückzuführen.

Es wäre also nur noch der Einfluß in Betracht zu ziehen, den die Haltung der Großen auf die kleinen Mächte ausüben würde. Wenn wir den Vertrag nicht ratifizieren, so beträgt das die Möglichkeit ist sich, daß wir noch weniger Chancen haben, vielleicht bei den Friedensverhandlungen mit Deutschland zuzugreifen zu werden und unsere Rechte als alliiertes Land in dem Krieg gegen Japan anerkannt zu sehen. Die Anschuldigung aus der UNO würde schließlich die „atomare capitis“ Italien aus internationalen Gebiete befreien.

Was den wirtschaftlichen Gesichtspunkt der Frage anbetrifft, so würde einseitiges unter Land die Lasten weitertragen haben, die ihn durch das Regime des Waffenstillstandes angegriffen worden sind. Es würde wieder von Reparationsleistungen gesprochen werden und von Schäden ersatz, auf den die Bürger der Vereinigten Nationen für die Italien erlittenen Schädigungen einen Anspruch haben. In dem Friedensvertrag wird Italien eine permanente Herabsetzung der Schadenersatzleistungen gewährt. Auch wäre es möglich, daß die Garantien, die für eine justiziarische Art italienischer Gebiete im Ausland und für das Vermögen der im Ausland lebenden Italiener festgesetzt worden sind, wieder rückgängig gemacht werden.

Der Korrespondent schließt seine Betrachtungen mit folgenden Worten: „Eine Weigerung zur Ratifikation des Friedensvertrages würde sicherlicherweise auch die direkten, schon abgeschlossenen oder noch abschließenden Verträge Italien mit gewissen, voranstehenden Bedingungen anerkennen, Verträge, die das Ziel verfolgen, gewisse durch den Krieg geschädigte Situationen zu regeln und wirtschaftliche Beziehungen oder finanzielle Hilfe in die Wege zu leiten.“

# VERS UN REMANIEMENT DU CABINET ?

Cependant les milieux officiels londoniens estiment qu'il faut s'attendre à un remaniement ministériel. M. Attlee aurait en vue la formation d'un « cabinet intérieur » comprenant cinq ministres.

Le journal conservateur « Daily Mail », qui rapporte cette information, parle également de « troupes de choc » pour combattre les difficultés économiques de la Grande-Bretagne.

De même, le « Times » écrit que si M. Attlee se laisse influencer par l'opinion de certains de ses collègues, il devra remanier prochainement son cabinet. On assisterait alors à la formation d'un gouvernement réunissant les personnalités les plus aptes à résoudre la crise économique au lieu d'un gouvernement travailliste.

De son côté, le « Daily Mirror » estime que ce changement dans le cabinet britannique pourrait intervenir d'ici trois semaines. Le journal ajoute même qu'il y a eu les forces armées de la Grande-Bretagne seraient réduites. M. Bevin envisagerait de démissionner car une telle mesure entraînerait un changement radical dans la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Cette réduction des forces armées pourrait être la conséquence des efforts mêmes de M. Attlee pour éviter une catastrophe de l'économie britannique. Il faut s'attendre en effet à ce que son sylvage s'augmente la malheureuse dans l'industrie, et pour ce faire, il faudra démobiler les soldats.

# LE CONFLIT HOLLANDO-INDONESIEN est porté devant l'O.N.U.

(Suite de la première page)

pour et des territoires britanniques d'Extrême-Orient. Il a également interdit de faciliter l'entraînement des troupes hollandaises dans cette région. Cette mesure, qui n'est pas susceptible de modifier profondément la suite des opérations en Indonésie, aura cependant une grande répercussion, d'autant plus que les manifestations se multiplient en Angleterre contre la politique hollandaise en Indonésie. Au cours d'une réunion groupant des représentants de toutes les tendances politiques, une résolution a, en effet, été adoptée qui condamne l'action hollandaise en Indonésie. Un membre du gouvernement indonésien qui prit la parole au cours de cette réunion a affirmé que l'armée néerlandaise aurait été détruite jusqu'au dernier homme en l'espace d'un mois si la Grande-Bretagne n'avait pas livré des armes aux Hollandais.

# LA GUERRE D'INDONESIE N'AURA AUCUNE REPERCUSSION SUR L'OCTROI DES CREDITS AMERICAINS A LA HOLLANDE

A Washington, M. John Max Cloy, président de la Banque mondiale, a annoncé que la guerre d'Indonésie n'aurait aucune répercussion sur les décisions de la Banque mondiale, qui a été saisie d'une demande de 535 millions de dollars de crédit par Hollande.

# LE PREMIER EGYPTEIN S'ENTRETIENT AVEC M. GROMYKO

LAÏE-SUCCESS. — Nokrashi pacha, premier ministre égyptien et président de la délégation égyptienne à l'O.N.U., a eu à Laïe-Success d'importants entretiens avec M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S. On ne possède aucun renseignement sur la teneur des conversations, mais on croit avoir qu'elles avaient trait à un éventuel accord soviétique à la demande égyptienne.

Nokrashi pacha s'est également entretenu avec M. Parodi, délégué de la France.

Un fonctionnaire en contact avec la délégation égyptienne aux Etats-Unis a déclaré d'autre part qu'il est probable que le premier ministre égyptien se rendra cette semaine à la Maison Blanche.

# LE CONFLIT HOLLANDO-INDONESIEN est porté devant l'O.N.U.

(Suite de la première page)

pour et des territoires britanniques d'Extrême-Orient. Il a également interdit de faciliter l'entraînement des troupes hollandaises dans cette région. Cette mesure, qui n'est pas susceptible de modifier profondément la suite des opérations en Indonésie, aura cependant une grande répercussion, d'autant plus que les manifestations se multiplient en Angleterre contre la politique hollandaise en Indonésie. Au cours d'une réunion groupant des représentants de toutes les tendances politiques, une résolution a, en effet, été adoptée qui condamne l'action hollandaise en Indonésie. Un membre du gouvernement indonésien qui prit la parole au cours de cette réunion a affirmé que l'armée néerlandaise aurait été détruite jusqu'au dernier homme en l'espace d'un mois si la Grande-Bretagne n'avait pas livré des armes aux Hollandais.

# LE PREMIER EGYPTEIN S'ENTRETIENT AVEC M. GROMYKO

LAÏE-SUCCESS. — Nokrashi pacha, premier ministre égyptien et président de la délégation égyptienne à l'O.N.U., a eu à Laïe-Success d'importants entretiens avec M. Gromyko, délégué de l'U.R.S.S. On ne possède aucun renseignement sur la teneur des conversations, mais on croit avoir qu'elles avaient trait à un éventuel accord soviétique à la demande égyptienne.

Nokrashi pacha s'est également entretenu avec M. Parodi, délégué de la France.

Un fonctionnaire en contact avec la délégation égyptienne aux Etats-Unis a déclaré d'autre part qu'il est probable que le premier ministre égyptien se rendra cette semaine à la Maison Blanche.

# Rundschau

## L'Homme de la rue

Hermitage und das Kino Le Francis kündigen einen Film von Frank Capra mit dem Titel: „Meet John Doe“ an. Übersetzt vom „Homme de la rue“ („Dem Mann auf der Straße“).

Es lohnt sich stets, einen Film von Capra anzusehen. Man erinnert sich an „New York-Miami“, „L'Extravagant Deeds“, „Vous ne l'empêchez pas avec vous“, „Sie werden es nicht mit sich nehmen“, „Arsenic et vieilles dentelles“, „Arsenic et vieilles dentelles“, alles Filme, die noch gut in Erinnerung sind.

In „L'Homme de la rue“ findet man das wesentliche Argument Capras, nämlich starke Kritik des Kapitalismus und ein Pleidoyer zugunsten der sozialen Hilfe. Es ist ein seltsamer Film, den man nicht zu schnell beurteilen sollte. Das Beste und das Schlechteste gehen hier nebeneinander her. So sympathisch Capra angesehen ist, wenn er einfach ironisch und leicht ist, wenn er seine Begabung für Beobachtungen und für Fantasievolles wirken läßt, so langweilig wird er, wenn er zu sehr den Bittlichkeitsförderer spielt.

„L'Homme de la rue“ hat John Doe, der man in Frankreich den „Jampiet“ („Laternenständer“), nennen würde. Eine Journalistin bedient sich seiner für eine Presse-kampagne. Er ist der Durchschnittsamerikaner, der die Briefe

## Femme aimée est toujours jolie

(Eine geliebte Frau ist immer schön.)

Bette Davis erweckt großes Interesse in diesem Film. Die Künstlerin wird in Frankreich als die beste ausländische Künstlerin bezeichnet.

„Femme aimée est toujours jolie“ ist nicht ihr bester Film, aber er bietet ihr die Gelegenheit, ihr ganzes Talent zu zeigen. Seine Inszenierung ist jedoch gut gelungen. Bette Davis spielt die Rolle einer jungen verheirateten Frau, eine der kleinen Ungeheuer, die alles an sich ziehen.

Ihr zur Seite spielen Claude Rains, Walter Abel und Majorie Jordan tugendhafte Rollen.

Maurice de PIERSON.

## Barzahiend

Sehr große Obst- oder Garten-Gesellschaft mit massivem Zweifamilienhaus 1. d. Westzone, Augsburg, Nr. 17 18 an Agence HAVAS, Konstanz, Kandertstraße 3.

## Wirtschaftsberater und Syndikus

mit eigenem, gutem Fachkräfte, keine Beschränkung im In- u. Ausland u. insbesondere, 20-jähriger Praxis in folgenden Branchen: großer Wirtschaftsinformationen, allgemeine Interessensvertretung u. Beratung in- und ausländischer Firmen und Gesellschaften in allen privaten und geschäftlichen Angelegenheiten, Anzahl, um FME 238 an Anzeigen-FACILE, München, Weinstraße 4 am Rathaus.

## Solinger Stahlwaren Uhren Markenspielwaren

schick es gibt  
T. A. E. BRAUN, o.H.G., Großhandl. - u. Großvertrieb 1224 Stuttgart-Ost, Hofmannstraße 16

## La lutte contre le communisme au Brésil

RIO DE JANEIRO. — La Haute Cour de Justice brésilienne a refusé, par quatre voix contre deux, de prendre une décision en ce qui concerne l'attitude à adopter envers les communistes qui occupent des postes officiels du gouvernement. L'affaire sera portée devant le Parlement qui devra décider.

Cette attitude de la Haute Cour est considérée, dans les milieux gouvernementaux, comme une défaite pour le président Dutra, qui s'efforce de supprimer complètement l'opposition communiste de son régime. Rappelons que le parti communiste a été déclaré illégal il y a quelque temps au Brésil.

## Briefmarkensammlungen

Sehr schöne Stas- und Einheitsmarken, auch Massenwerte ständig zu kaufen gesucht. Angebote nur mit beidseitiger Freilassung arbeiten. Sammler kaufen diese Marken ein bei

## Lieferantenadressen für den Wirtschaftsaufbau

Adressenkatalog mit 540 Adressgruppen - liefert kostenlos Merkmal-Werbekarte, Einzel 377

## HAFTWACHE von bedeut. chem. Fabrik in großen und kleinen Posten zu kaufen gesucht. Sehr interessante Korrespondenzmöglichkeiten geboten. Angebote unter K 112 an KRUTER-WERBUNG, Darmstadt, Ludwigsstr. 25.

FRUITA, das ausgezeichnete Konserviermittel, sterilisiert rohe und gekochte Früchte - ohne Zucker und ohne Konservierungsstoffe in jedem beliebigen Gefäß. Leichter nicht soviel auf dem Markt wie gebraucht wird! FRUITA-Ges., Wiesbaden-Börsch.

AUSLAND

Der Marshall-Plan und die Wirtschaftslage Großbritanniens

(FORTSETZUNG VON SEITE 1)
gang des britischen Kriegeministers, die Reduzierung der Armeekosten...

Hierzu Belleroger Berichte, wonach Feldmarschall Montgomery, der Chef des britischen Generalstabes...

Autarkie

(FORTSETZUNG VON SEITE 1)
fahr einsteilen, so sehr auch die ganze Erde auf sie wartet. Es sind erst wenige Tage vergangen...

Labour-Abgeordnete billigen wirtschaftliches Notprogramm

Die Parlamentenmitglieder der Labour-Party billigen nach einer Erklärung des Fraktionsvorsitzenden der Partei...

Die britische Wirtschaftslage und die Ruhrkohlenförderung

In London wird den in der nächsten Woche beginnenden Besprechungen über eine Erhöhung der Ruhrkohlenproduktion...

Dieser Vorschlag Moosa war bisher von amerikanischen Außenministerium nicht zur Veröffentlichung freigegeben...

Der Marshall-Plan und die amerikanische Getreideerzeugung

In Anbetracht der mit dem Marshall-Plan verbundenen Verpflichtungen und wegen der anhaltenden Weltgetreideknappheit...

UNO

Sowjetunion gegen UNO-Aufnahme Irlands

NEW YORK, 31. Juli. — Die Sowjetunion wandte sich in der Mittwochssitzung des UNO-Mitgliederschusses...

Zu dem von neun Mitgliedern des Ausschusses unterstützten irischen Antrag sagte Krasnodikow, die Sowjetunion könne nicht die Tatsache übersehen...

Frankreich

Frankreich-schweizerisches Handelsabkommen erneuert

BERN, 31. Juli. — Die Verhandlungen, die am 7. Juli in Bern zwischen Erneuerung des französisch-schweizerischen Handelsabkommens...

Großbritannien

Montgomery bricht Peru-Ost-Reise ab

LONDON, 31. Juli. — Der Chef des Empire-Generalstabes, Feldmarschall Viscount Montgomery...

In London bringt nun die plötzliche Entscheidung Montgomerys mit den Plänen der britischen Regierung zur Verringerung der Stärke der britischen Streitkräfte...

LONDON. — Der britische General Montagu hat die griechische Regierung vor der Verletzung des Abkommens...

Italien

Kompromiß zur Ratifizierung des Italienischen Friedensvertrages

ROM, 31. Juli. — Die Leiter der italienischen Parteien haben sich nach ausgedehnten Verhandlungen geeinigt...

Premierminister de Gasperi schlug den Parteien vor, die italienische Regierung zur Durchführung des Friedensvertrages zu ermächtigen...

Rumänien

Rumänische Bauernpartei aufgelöst

BUKAREST, 31. Juli. — Die rumänische Nationale Bauernpartei, die größte Oppositionspartei des Landes...

Sowjet-Union

Sowjetunion will Ratifizierung der Friedensverträge verschieben

LONDON, 31. Juli. — Die Regierung der UdSSR hat Großbritannien in einer Note ihren Wunsch mitgeteilt...

Jugoslawien

Die Ziele der Besprechungen Tito mit Dimitroff

LONDON, 31. Juli. — Pläne für eine Union zwischen Jugoslawien und Bulgarien...

Griechenland

Vor einer griechischen Regierungsumbildung

ATHEN, 31. Juli. — Eine Umbildung der griechischen Regierung wird voraussichtlich nach der Rückkehr des stellvertretenden Ministerpräsidenten Constantinos Triantafyllidis...

Rumänien

Rumänische Bauernpartei aufgelöst

BUKAREST, 31. Juli. — Die rumänische Nationale Bauernpartei, die größte Oppositionspartei des Landes...

Sowjet-Union

Sowjetunion will Ratifizierung der Friedensverträge verschieben

LONDON, 31. Juli. — Die Regierung der UdSSR hat Großbritannien in einer Note ihren Wunsch mitgeteilt...

Burma

Ministerium sollte Umsturz vorbereiten

RANGUN, 31. Juli. — Die Ermordung der sieben burmesischen Minister in Rangun sei ein Teil einer Verschwörung gewesen...

Australien

Sicherheitsrat soll Indonesienkrise beraten

NEW YORK, 31. Juli. — Australien hat die sofortige Einberufung einer außerordentlichen Sitzung des Sicherheitsrates gefordert...

Verenigte Staaten

Amerikanischer Kommunistführer beisetzt

WASHINGTON, 31. Juli. — James McInerney, ein Mitarbeiter des amerikanischen Justizministers Clark, erklärte als Zeuge gegen den Fragebogenfälscher...

Sowjetische Sendungen

WASHINGTON, 31. Juli. — Die Rundfunksendungen des amerikanischen Außenministeriums für die Sowjetunion werden verweigert...

Amerikanische Note an die Sowjetunion

WASHINGTON, 30. Juli. — Die amerikanische Regierung übermittelte dem sowjetischen Außenminister Molotow...

NEW YORK

General Dwight D. Eisenhower, der Generalstabschef des amerikanischen Armeekorps...

Kurzmeldungen

- LONDON. — Christopher Mayhew, britischer Botschafter in Athen...
LONDON. — Der Staatsminister im britischen Außenministerium...
KOPENHAGEN. — Vertreter von 48 Nationen trafen Dienstag in Kopenhagen...
FRANKFURT. — Laut GFK sind von insgesamt 1.126.000 Arbeitern...

GRUNDIX-FARBEN
Für Innenanstriche liefert kurzfristig
Versand-Kosten, Ludwigshafen am Rhein 7, Hochfeldbuckler

LEICA III mit Zubehör zu verkaufen
Angebot Nr. 158 an Edition Max Reichelt, Villigen/Schwarzwald

ADRESSENKUNDUNG von Verwandten & Bekannten in Nord- & Südamerika
NACHFORSCHUNGSANTRAGE an das Rotkreuz Moskau bzw. Antarktis

Freundschaft durch Geschenke
"AMICITA"
INTERNATIONALE Briefkarte, Brief bei Köln, Kaiserstraße 42

Oele & Fette
pflanzliche und tierische (einschl. Mineralöl) für Fabrikationszwecke
Wohnungstausch Berlin-Prag

Hebräisch
ICH LERNE DICH, wenn Du mir ein paar Kammerlind, Geduldige Dame...

Nonvelles & France
DIREKTION - REDAKTION
ADMINISTRATION - ANZEIGEN
DRUCKEREI

BAUAUFZUGE-Schwenkarme
Betonstempel - Erdstempel, Pfahlstempel, auch an Wiederverkaufbar liefert

English learn jeder
durch unsere Fernunterricht nach der wissenschaftlich bewährten Methode
CHARAKTER-ANALYSE DURCH HANDSCHRIFTLESE

TOCHTER, EHELICHE, ZUERBLASSE
weibliche Beihilfe, mit einem Stützarmen verheiratet, von kleinem, vielaltem Betrug gerettet...

Wohnungstausch Berlin-Prag
Zwei, drei in Berlin wohnende 4½-Zimmerwohnung mit allem Komfort...

Lesen Sie jeden Dienstag unsere Sportberichte
COTTON - PLATINUM, Colloid-Nadeln, Strickmaschinen-Nadeln...

Aufgabenliste am 1. August 1947 224 641



LA SITUATION POLITIQUE

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
La situation des émigrants...
Le gouvernement maintient à ce sujet sa position.

La situation des émigrants...
Le gouvernement maintient à ce sujet sa position.

Il se confirme que s'il a pu y avoir hier des contacts avec l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, il n'y a pas eu, à proprement parler, de démarches officielles.

En outre, le gouvernement français, a précisé M. Pierre Bourdieu dans son commentaire à la presse, n'a pas été avisé que les trois transports d'émigrants fussent repartis.

Il ne semble pas qu'il soit besoin de préciser, bien que la question soit parfois posée à tort, qu'en droit international aucune puissance puisse faire débarquer de force des ressortissants de quelque nationalité qu'ils soient, sur une terre étrangère.

Les travaux du Conseil ont également porté sur les mesures urgentes à prendre après la catastrophe de Brest. Elles sont de deux ordres. Il faut venir en aide immédiatement aux sinistrés; il faut prévoir également, après cette tragique leçon, des mesures de protection et de précaution pour l'ensemble des ports français.

En marge des délibérations gouvernementales, les entretiens entre la C.G.T. et le patronat sont l'objet des commentaires des milieux politiques. L'accord, dit-on, est sur le point d'être signé. On sait que dans l'après-midi d'hier, la commission technique a rédigé un texte sur lequel la commission plénière délibérera ce matin. Ce grand pas étant franchi, la parole restera au gouvernement qui sera le premier à entériner cet accord et à lui faire donner l'investiture parlementaire.

AVANT LE CONGRES SOCIALISTE
Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale s'est réuni pour entendre lecture d'une lettre de M. Léon Blum. L'ancien président du Conseil examine minutieusement la situation politique à la veille du congrès de Lyon. C'est à l'organisation de ce congrès qu'a été spécialement consacré la réunion du comité directeur du parti socialiste S.F.I.O.

Les travaux de l'Assemblée nationale devront être terminés le 13 août

PARIS. — Les « vacanciers » l'ont emporté de peu : par 294 voix contre 281 la proposition déposée par M. Lecourt (M.R.P.) a été acceptée et l'Assemblée nationale devra avoir terminé ses travaux le 13 août.

Dès l'ouverture de la séance, M. Herriot, qui présidait, annonce le dépôt d'une proposition de Mme Braun, concernant les passagers de l'« Exodus-47 ».

LE STATUT DE LA COOPERATION

La discussion est abordée par M. Cerclier, rapporteur aux affaires économiques. Il propose de donner une définition au terme coopérative et invite ses collègues à voter « un texte qui donne à la coopération un statut souple et complet qui ne soit pas une des éléments les plus actifs du relèvement économique de la France ».

M. Hamadier intervient à diverses reprises au cours de la discussion pour défendre le texte contre divers amendements. Le vote sur l'ensemble, après deux scrutins publics, ayant donné lieu à pointage, est adopté par 408 voix contre 43.

L'AFFAIRE DE L'« EXODUS »

Répondant à la proposition de Mme Madeleine Braun, M. Hamadier donne l'assurance que le gouvernement français — en collaboration avec le gouvernement anglais — a pris toutes dispositions conformes à l'humanité. La proposition est adoptée à l'unanimité.

LES PROJETS DE LOI RELATIFS AU GRAND CONSEIL DE L'A.-O.P. ET DE L'A.-E.P.

M. Lamine-Guery, rapporteur, indique que la commission s'est ralliée au principe du collège unique. Il traite ensuite du fonctionnement et des attributions de ces assemblées et invite l'Assemblée à voter le texte proposé concernant l'organisation et la compétence de ces assemblées.

M. Pievin dépose une motion d'ajournement. M. Moset, ministre des Territoires d'outre-mer, précise que le gouvernement ne peut accepter la motion d'ajournement et demande à l'Assemblée de se prononcer avant la fin de la session. Il demande le renvoi à la commission qui préparera un débat plus rapide. Le président de la commission accepte cette procédure et l'Assemblée décide de reprendre l'examen des projets lundi prochain.

Au Conseil de la République

L'ETUDE DES CHAPITRES DU BUDGET SE POURSUIT

PARIS. — Après l'examen des divers budgets, haut commissariat au Ravitaillement et Justice, le Conseil de la République avait entamé la discussion sur le budget de la Production industrielle. La proposition des lois, votée par l'Assemblée nationale, a été étudiée rapidement, puis le Conseil est revenu à la discussion du budget de l'Économie nationale.

LA LEGISLATION DES LOYERS

Le rapporteur M. de Féter, puis M. Georges Perrot déclarent que le Parlement se trouve placé devant la nécessité de voter une nouvelle loi de prorogation.

M. Decaux (communiste) s'élève contre toute majoration et M. Corber (M.R.P.) proteste contre les conditions de hâte et d'inspiration dans lesquelles cette loi est venue devant le Conseil. Il est très applaudi à droite et à gauche en s'opposant au passage à la discussion des articles.

M. André Marie situe le Conseil de sa part prendra une telle décision qui équivaudrait à une sorte de grève parlementaire. Il fait observer que la loi définitive est en préparation et a été très adroitement étudiée.

Après divers incidents, le projet est voté par 161 voix contre 23 et de nombreuses abstentions.

LE BUDGET DE L'ECONOMIE NATIONALE

Sous la présidence de M. Miasanville, le Conseil de la République a procédé ensuite à l'examen du budget de l'Économie nationale.

M. Laffargue critique la structure et le fonctionnement de la mission de l'Économie nationale. Il demande au gouvernement de choisir entre deux solutions : ou faire du ministère de l'Économie nationale le grand ministère auquel seraient rattachés tous les services économiques, ou s'en faire qu'un ministère de coordination.

M. Laffargue réclame également la suppression des missions d'achat à l'étranger.

M. PHILIP REpond AU RAPporteur

M. Philip répond lui-même aux critiques formulées par le rapporteur. Il assure qu'il a toujours fait l'impossible pour assurer la liaison et la coordination des divers services qui s'occupaient des statistiques. « Le gouvernement compte aboutir à l'établissement de bases statistiques qui nous manquent pour établir notre politique économique. »

Le ministre reconnaît que trop de commissions d'achat en 1945-1946 ont commis des erreurs graves. Il rappelle qu'il a réduit les effectifs, mais fait remarquer qu'on ne peut supprimer brusquement toutes les missions d'achat. Le ministre demande le rétablissement des crédits au chapitre des attachés commerciaux, ainsi que ceux destinés à l'Institut des statistiques.

Le Conseil donne à M. Philip satisfaction sur le second point seulement.

LES CREDITS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Après une suspension de séance, le Conseil reprend l'examen du budget de la Production industrielle commencé la veille.

M. Lecourt, ministre de la Production industrielle, estime que la politique d'efficacité faite en matière minière a donné des résultats incontestables mais qu'elle a coûté cher. « Nous ne pouvons être fiers du résultat obtenu qui n'a pas d'équivalent dans les autres pays », déclare-t-il. M. Lecourt insiste toutefois que les crédits inscrits au budget pour les subventions aux charbonnages sont insuffisants.

Après l'intervention du ministre, la séance est renvoyée à jeudi 14 h.

L'ODYSSEE des passagers de l'Exodus

(Suite de la première page)

Il est probable que les navires retourneront encore deux jours dans les eaux territoriales françaises. L'administration du port va leur fournir un total de 1.500 tonnes d'eau qui seront amenées par bateaux-écluses. Il est probable également que du combustible sera cédé par la marine française aux « bateaux-capes ».

Et bien qu'on ignore encore officiellement le nom du port vers lequel les autorités anglaises dirigeront les 4.500 émigrants, il est intéressant de noter que l'information faisait état d'un éventuel voyage à Chypre n'a pas été démentie.

L'intérêt de l'affaire s'est du reste déplacé et la plupart des journalistes ont regagné Marseille. Le destroyer britannique « Carrigan Bay » est, en effet, arrivé dans le Vieux-Port, ayant à son bord le colonel Gregson.

Celui-ci qui avait une entrevue avec M. Collavari, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Leur entretien portera sur la question du ravitaillement des navires. Il est probable, d'autre part, que le colonel, qui accompagnera M. Kay, consul général de Grande-Bretagne, à Marseille, fera part aux autorités françaises de la décision du gouvernement de Londres quant au sort des émigrants internés sur les bateaux ancrés au large de Port-de-Bouc.

À Port-de-Bouc le calme est revenu sur le grand-pied. Quelques groupes commentent, sans passion l'événement. Le dispositif d'accueil demeure sur place, mais il est certain qu'il restera inutilisé. Les émigrants maintiennent leur décision de ne vouloir débarquer nulle part ailleurs qu'en Palestine.

CHERCHEURS D'OR MODERNES

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
d'une planchette en bois blanc, longue de plus d'un mètre sur 30 cm. de largeur, on fait saillir une pièce ronde assez semblable à une boîte à conserve — ce serait un thermomètre gradué à l'échelle de 1 mètre! — le maître dit:

« Voilà l'instrument qui permet de détecter les maladies. Le patient s'arrêtera sur la plus haute graduation réelle que « le patient » n'est plus que cadavre alors que la santé parfaite s'inscrit sur les degrés les plus bas.

Ce n'est pas tout. L'ingénieur a recueilli dans des ampoules de verre les « ondes » de différentes affections.

« Ici sont les ondes du cancer, là celles de la tuberculose, voilà celles de la dysenterie, puis celles du choléra, de la typhoïde. Ne redoutez rien, dit le conférencier — qui vient sans doute d'apercevoir un mouvement d'effroi dans la salle — elles ne s'échapperont pas! Et elles me serviront à diagnostiquer. Y a-t-il des personnes qui veulent se prêter à mes expériences? »

Les sujets ne manquent pas pour se précipiter vers l'estrade; il y a des confiants très naïfs, des malades dont les docteurs ne peuvent plus qu'attendre les souffrances et qui sont prêts — c'est excusable — à tout tenter; il y a peut-être aussi des complaisants ou des convaincus d'avance qui retourneront à leur métier en disant: « C'est merveilleux... c'est absolument exact », mais il y a aussi les sceptiques et de jeunes docteurs, froids émetteurs de la fausseté, qui entendent défendre la science officielle.

Très sérieusement le maître promène le pendule sur le sujet au-dessus des vêtements, puis il s'arrête vers un point quelconque du corps.

« C'est là que vous souffrez? »

Retour du corps de Léo Lagrange à Bourg

PARIS. — La dépouille mortelle de l'ancien ministre des Sports et des Loisirs, Léo Lagrange, mort pour la France le 9 juin 1940, a été ramenée à Bourg, sa ville natale.

Le prix du blé tunisien est inférieur au prix métropolitain

TUNIS. — Le prix du quintal de blé tunisien vient d'être fixé à 1.410 francs, celui du blé tendre à 1.200 francs.

C'est la première fois que le prix du blé tunisien est inférieur au prix métropolitain.

C'est pourquoi une délégation de colons a quitté Tunis à destination de Paris afin de protester contre cette décision.

Nous allons maintenant voir la nature de la maladie.

Pour identifier cette dernière, il suffit de placer les ampoules ondes sous la baguette, celle-ci tourne ou oscille et le mage déclare:

« Vous êtes atteint d'un cancer... mais ne vous effrayez pas, nous avons les ondes curatives.

Certes, les radiesthésistes s'ignorent pas que l'exercice de la médecine leur est défendu, mais ils ne font pas d'ordonnances, ne vendent pas de médicaments... ils ont les « ondes » à leur disposition!

Si la pathologie ne trouve pas grâce devant la radiesthésie, la législation n'est pas épargnée. Comme on demandait au conférencier pourquoi les baguettistes furent impuissants à découvrir les coupables dans des affaires criminelles, il répond:

« C'est que la police avait tracé les ondes avant notre intervention.

Bien préparés, les radiesthésistes ont répondu à tout, et leur art peut être efficace dans tous les domaines. Si vous dormez mal dans votre lit... si un enfant a la coqueluche... si vous êtes poursuivi par le dévotion... c'est que l'appareil que vous habitez contient des « ondes larvaires », le magicien vous en débarrassera en alliant y porter des « ondes bénéfiques ».

Difficilement, au milieu des auditeurs confiants, un étudiant parvient à s'empêcher et s'exclame: « Maîtres cinq petits paquets, le point d'un détecteur les ondes.

C'est impossible... le papier est mauvais conducteur d'ondes. Le mot de la fin est lancé par un homme spirituel qui apprend à l'auditoire que le maître en radiesthésie est ingénieur et vend ses thermomètres spéciaux, ses appareils détecteurs d'ondes et son « enseignement » à ses adeptes.

N'est-ce pas logique, protestent les fidèles, c'est une science! Le Directeur de comédie, lui, ne daigne pas même répondre. Enroulé de ses disciples, il s'agit d'enseigner, son thermomètre sous la bras.

Me souvenant de l'antiquité de la baguette magique dont les dieux et les sages étaient munis, il me revient à l'esprit la phrase de Voltaire: « On trouve les sources au moyen d'une baguette de coudrier qui ne manque pas de forcer un peu la main à un imbécile qui la terre trop et qui tourne aisément dans celle d'un fripon. »

Voilà donc ce qu'est « le filon »! L'exploitation en est fructueuse, enrichissement et appât. Les fonds est insignifiant, car les conférences qui constituent le matériel publicitaire ne sont pas gratuites et sont une source de profits. L'affaire est bonne et le « chercheur d'or » ne court aucun risque!

Adr. V. L. P.

mière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

Après quinze jours de conversations, le patronat et la C.G.T. doivent aboutir aujourd'hui à un accord sur le problème des salaires et des prix. La commission plénière s'est réunie pour examiner le texte élaboré hier par la commission technique.

En ce qui concerne les salaires, l'augmentation générale prévue serait légèrement supérieure à 10 pour cent. Il ne semble pas, d'après les renseignements que nous avons obtenus, que des difficultés particulières se soient élevées à ce sujet pendant le déroulement des conversations du Palais-Royal.

Par contre, la question des prix a retenu plus longtemps l'attention des négociateurs. On comprend en effet que la nouvelle augmentation des salaires sera ressentie par les entreprises, et ne pourra être compensée pour l'instant par une augmentation de la production, encore moins par des subventions économiques. Cela posé, il s'agit donc d'un nouveau problème au gouvernement qui, vraisemblablement, sera sollicité par les entreprises en vue d'un allègement de leurs charges fiscales.

Car, en fin de compte, c'est le gouvernement qui sera amené à entrer en scène. Il se peut qu'il soit poussé à réviser certaines décisions prises au début de l'année dans le cadre de l'expérience Blum. Une remise en ordre de certains prix pourrait s'intégrer dans un délai plus ou moins long, en tout cas avant la fin de l'année 1947.

A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Du matin à la nuit, sans se laisser démonter par la canicule, l'Assemblée nationale poursuit l'examen des projets qu'elle doit voter avant de se séparer. Certains observateurs politiques en viennent à dire que la date du 13 août, que l'Assemblée s'est fixée pour partir en vacances, ne sera peut-être pas respectée. On parle d'une courte session d'été. En tout cas, cette session ne pourrait commencer qu'après le congrès socialiste qui doit se tenir à Lyon dans une quinzaine de jours.

AVANT LE CONGRES SOCIALISTE

Sur ce congrès se porte dès maintenant l'attention des milieux politiques. Les socialistes ne manqueraient pas d'être influencés par l'approche de élections municipales. De même, le fait que pour la première fois depuis la libération les communistes se trouvent dans l'opposition déterminera certaines réactions de la part d'une fraction du parti socialiste dont la tendance est demeurée « antiparticipationniste ».

On ne s'étonnera donc pas de voir que, dès à présent, M. Léon Blum a défini sa position. Dans une lettre adressée au groupe parlementaire S.F.I.O. il a invité ses amis à demeurer au sein de la majorité gouvernementale et à continuer de prêter leur appui à M. Hamadier.

Il est significatif également que l'ancien président du Conseil ait tenu, par la même occasion, à être à certains membres du groupe tout

espoir de le voir prendre la tête d'un nouveau cabinet homogène. Ce serait d'ailleurs une impossibilité politique à l'heure où l'héritage du cabinet homogène constitué au début de l'année, par M. Léon Blum, vient sur le plan économique, tout au moins, d'être liquidé par les « accords du Palais-Royal ».

Du reste, les bruits de remaniement ministériel qui avaient couru avec persistance ces derniers temps sont maintenant dissipés. Bien plus, à une question posée hier sur ce point par un journaliste, M. Pierre Bourdieu a déclaré que la nouvelle était sans fondement.

LA MEMOIRE DE SAINT-EXUPERY

Il y avait, ce matin à 9 heures, une foule recueillie, dans la vieille église de Saint-Germain-des-Près. Elle était composée des fidèles et des admirateurs d'Antoine de Saint-Exupéry.

En même temps qu'à l'écrivain, c'est à l'aviateur et au soldat qu'allait leur souvenir. Il y a deux ans en effet que Saint-Exupéry mourait au cours d'un vol de mission en Méditerranée, dans la splendeur du mois d'août, près des côtes de France où commençait le débarquement en zone sud.

Manifestation d'amitié franco-britannique à Saint-Nazaire

PARIS. — Des manifestations d'amitié franco-britannique auront lieu samedi 2 août à Saint-Nazaire pour commémorer le raid effectué par les commandos britanniques le 28 mars 1942. M. Ramadier, président du Con-

seil, M. Jacquinet, ministre de la Marine, et M. Duff Cooper, ambassadeur de Grande-Bretagne, assisteront à ces cérémonies.

Un autobus tombe sur les quais de la Seine

PARIS. — Dans la soirée, un autobus venant de Saint-Cloud, en direction vers Asnières et voulant éviter une voiture, a défoncé le parapet du pont de Neuilly du côté de Courbevoie, et s'est écrasé sur le quai.

D'après les premiers renseignements, 5 voyageurs auraient été tués et une vingtaine très grièvement blessés.

M. Bevin n'espère qu'en l'O.N.U. pour le règlement de la question palestinienne

LONDRES. — M. Bevin, ministre des Affaires étrangères britannique, a déclaré devant la Chambre des communes que si toutes les nations intéressées à l'avenir de la Palestine approuvaient la proposition britannique de régler cette question à l'O.N.U., les « événements étonnants » qui se produisent dans ce pays pourraient être évités.

M. Bevin a ajouté que la commission d'enquête en Palestine remettra son rapport avant le 1er septembre. Selon lui, l'Agence juive peut empêcher, si elle le veut, la répétition de l'incident qui s'est produit au sujet des immigrants illicites de l'« Exodus-1947 ».

Le chef du congrès mondial juif adresse un appel à M. Attlee

NEW-YORK. — Le rabbin Stephen Wise, chef du congrès mondial juif, a lancé un appel à M. Attlee pour lui demander de permettre aux 4.500 émigrants de l'« Exodus-1947 » de débarquer en Palestine.

Le rabbin Wise avait auparavant lancé un appel semblable à M. Marshall, secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères.

L'U.R.S.S. s'oppose à l'admission de l'Irlande, du Portugal et de la Transjordanie à l'O.N.U.

NEW-YORK. — Au cours de la dernière session du comité pour l'admission des membres de l'O.N.U., l'Union soviétique s'est opposée à nouveau à l'admission de l'Irlande, du Portugal et de la Transjordanie.

Le délégué soviétique a fait remarquer en particulier que l'U.R.S.S. ne pouvait soutenir la candidature de la Transjordanie car elle n'entretenait pas de relations diplomatiques avec ce pays.

La chambre haute hollandaise approuve la formation de l'union douanière Benelux

LA HAYE. — La Chambre haute hollandaise a approuvé la loi de ratification pour la formation de l'union douanière « Benelux », Belgique, Hollande, Luxembourg.

Le président Truman a signé 35 lois en un jour

WASHINGTON. — Le président Truman a signé dans la journée de mercredi 35 lois qui avaient été approuvées par le Congrès avant la fin de sa dernière session. Parmi ces lois, se trouvent celles qui concernent les moyens de réaliser le programme d'aide à la Grèce et à la Turquie.

L'Etat d'Hyderabad va être rattaché à l'Inde

HYDERABAD. — Les milieux politiques d'Hyderabad estiment comme très probable le rattachement de cet Etat au dominion de l'Inde.

Cependant, le sultan d'Hyderabad avait annoncé précédemment que son Etat deviendrait indépendant aussitôt que les Britanniques se retireraient de l'Inde.

La Pologne a besoin d'importer des semences

MOSCOU. — Selon Radio-Moscou, un expert du gouvernement polonais a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que si la Pologne ne recevait aucun secours américain elle serait forcée de prendre sur sa récolte de cette année les semences nécessaires.

L'expert en question a ajouté que le déficit polonais en céréales atteindrait au moins 800.000 tonnes avant la fin du mois de septembre de l'année prochaine.

Des membres de la commission économique de l'O.N.U. auraient déclaré que les besoins de la Pologne en céréales correspondaient à une somme d'environ 145 millions de dollars.